

M. Epp: Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question supplémentaire au ministre d'État chargé du multiculturalisme, au sujet d'une lettre écrite aux éditeurs et directeurs de journaux et de revues ethniques de l'Ontario par Stan Martyn, président de l'agence de publicité New Canadian Publications à laquelle le gouvernement a eu recours pour faire passer des annonces dans les journaux ethniques et qui prélève environ 30 p. 100 des frais pour ce service.

Le ministre savait-il que M. Martyn a demandé aux directeurs de publications ethniques d'assister au banquet de collecte en précisant que s'ils ne pouvaient payer les \$150, son agence déduirait \$50 par mois par billet de la publicité que le gouvernement ferait éventuellement paraître dans la publication en question?

Des voix: Quelle honte.

L'hon. Norman A. Cafik (ministre d'État (multiculturalisme)): Monsieur l'Orateur, le début de cette question est totalement erroné. New Canadian Publications n'est pas un organisme gouvernemental de publicité. La Direction du multiculturalisme passe des annonces dans la presse ethnique pour l'équivalent de un demi-million de dollars, mais ne fait en aucune façon appel aux services de New Canadian Publications.

Des voix: Bravo!

M. Cafik: Nous faisons nous-même appel à un organisme autre que celui-là. New Canadian Publications travaille pour le compte de la presse ethnique mais pas pour le gouvernement du Canada. J'aurais pensé que le député et son parti étaient en faveur de la libre entreprise dont il est censé représenter les intérêts. La deuxième précision que j'aimerais apporter...

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

M. Epp: Une question supplémentaire au même ministre. Je voudrais lui poser la question suivante. Comme cela s'est produit par l'intermédiaire de l'agence New Canadian Publications et qu'une lettre de M. Maurice Strong accompagnait celle de M. Martyn à la presse ethnique, le ministre ne reverra-t-il pas maintenant la politique en vertu de laquelle son ministère fait publier des messages publicitaires dans la presse ethnique—il a déjà mentionné pour quel montant—et nous dira-t-il si cette révision se fera et, en outre, si les directeurs de journaux qui ont préféré ne pas assister au dîner jouiront de la même considération que ceux qui y ont assisté quand il s'agira d'accorder des contrats de publicité?

M. Cafik: J'ai déjà fait remarquer qu'il n'y a absolument aucun lien entre le gouvernement du Canada et M. Stan Martyn de l'agence New Canadian Publications. Nous accordons nos contrats de publicité sans aucune discrimination selon des critères auxquels doivent répondre toutes les publications pour être considérées membres de la presse ethnique, et ces publications continueront de bénéficier de contrats tant qu'elles répondront à ces critères. Il est vrai que je suis en train de les revoir...

Des voix: Oh, oh!

M. Cafik: J'ai annoncé il y a un an que nous en faisons la révision. En fait, j'ai invité la Ethnic Press Association à me

faire part des recommandations que nous devrions à son avis appliquer en ce qui concerne l'octroi de contrats et les critères à cet égard. Vous pouvez être assuré, monsieur l'Orateur, de même que tous les députés à la Chambre, qu'il n'existe aucun lien entre cette agence et notre gouvernement et que nous ferons publier des messages publicitaires dans ces publications pourvu qu'elles desservent authentiquement les citoyens de notre pays.

* * *

● (1432)

[Français]

LE BIEN-ÊTRE

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE A ÉTÉ INFORMÉ DE L'ANNULATION DE CERTAINS PROGRAMMES

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

La semaine dernière, en réponse à une question posée par le chef du Nouveau parti démocratique, le très honorable premier ministre a déclaré que le gouvernement fédéral a simplement réduit les dépenses pour certains programmes, et qu'aucun programme n'a été complètement supprimé. Étant donné que l'honorable ministre est censée être le porte-parole ici, à Ottawa, des gens à faible revenu, a-t-elle informé le très honorable premier ministre que les programmes pour le financement global des services sociaux, les fonds pour les ressources de la Santé nationale, plusieurs programmes pour l'habitation, les subsides pour le blé, tous les problèmes qui affectent principalement les gens à revenu faible, ont été complètement annulés? A-t-elle enfin informé le très honorable premier ministre de la situation actuelle?

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): J'aimerais donner à l'honorable député le renseignement suivant qu'il pourrait transmettre à plusieurs des provinces, 8 environ, sinon plus que d'Union» des ministres du bien-être du pays s'est réunie pour essayer de défendre ses budgets, et que ce sont les ministres provinciaux du bien-être qui m'ont dit qu'ils n'ont pas été capables d'obtenir l'appui des ministres des Finances de leur propre gouvernement. Ce sont ces ministres des Finances provinciaux qui ont identifié le bill relatif aux services sociaux comme susceptible de coupures budgétaires.

ON DEMANDE QUAND DES MESURES SERONT PRISES EN VUE DE CONTRÔLER LES DÉPENSES ET LE GASPILLAGE

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Étant donné que la semaine dernière, le très honorable premier ministre a constaté qu'aucun programme n'a été complètement annulé, et étant donné que le gouvernement fédéral a unilatéralement supprimé le programme dans le domaine de l'habitation, et les subventions pour les financements globaux, je veux savoir du très honorable premier ministre quand il va prendre sérieusement les diverses recommandations du vérificateur général pour contrôler les dépenses et le gaspillage du gouvernement fédéral et arrêter de mettre en oeuvre cette politique de restriction sur le dos des gens à revenu faible.